

Et Theresa May remontait à la charge des 27...

UE Les Européens prêts à aider les Britanniques mais sans modifier l'accord du Brexit

- ▶ Theresa May est venue demander aux 27 de l'aider avec de nouvelles garanties.
- ▶ Et Charles Michel pointe la situation britannique comme le contre-exemple pour la Belgique.

Si le Brexit ne s'était invité en dernière minute à ce sommet, on aurait sans doute beaucoup plus parlé de tous les autres sujets figurant à l'ordre du jour. Mais le report du vote au parlement britannique sur l'accord de sortie a amené Donald Tusk, le président du Conseil européen, à le chambouler pour introduire une session spéciale ce jeudi soir sur la situation britannique, dont la tentative de renversement de Theresa May par ses propres troupes mercredi avait encore pimenté l'affaire...

On le sait, Theresa May est venue demander des « garanties » nouvelles, si possible « légalement contraignantes », au sujet du « backstop », cette assurance vouée à éviter la réapparition d'une frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. La Première ministre britannique a décidé de se redonner du temps, qu'elle n'a pas, en fixant à janvier prochain, soit moins de deux mois avant la date fixée pour le retrait du Royaume-Uni, le nouveau terme pour le « vote significatif » des Communes sur l'accord du

Brexit. Les 27 devaient débattre de la question lors de leur dîner – au moment où ces lignes étaient écrites – après que Theresa May eut expliqué à ses homologues ce qu'elle espérait précisément d'eux.

A leur arrivée, ces derniers avaient été aussi clairs qu'ils l'ont été les jours précédents. Le plus net était le président français :

« Nous pouvons avoir une discussion politique, mais le cadre juridique est fixé, et on ne peut le changer. » Il avait été question ces derniers jours d'une sorte de déclaration interprétative des 27, qui répéterait avec emphase que l'assurance irlandaise (le maintien du Royaume-Uni dans l'Union douanière ou le maintien de fait de l'Ulster dans le Marché unique) serait vraiment un ultime recours. Mais à l'ouverture du Conseil, le seul texte prévu se limitait à un projet de conclusions – sans valeur contraignante – assurant que « l'Union se tient prête à examiner quelles futures assurances peuvent être fournies, lesquelles ne changeront ni ne contrediront l'Accord de retrait ».

L'extraordinaire embrouillamini britannique, et les autres questions figurant à l'ordre du jour du Conseil européen, a offert l'opportunité au Premier ministre belge Charles Michel de développer un discours à double fond qui ne pouvait sans doute pas être perçu par la presse étrangère : « Chacun doit bien mesurer, en Belgique aussi, que lorsqu'on choisit l'aventure et le chaos, il y a une facture à payer

par nos concitoyens. Le Brexit, c'est potentiellement 70.000 emplois qui sont en danger en Belgique. Moi je veillerai toujours à choisir le camp de la stabilité et de la responsabilité, et à rejeter les petits jeux qui risquent de mener au chaos et à l'aventure. »

Le dossier du prochain budget pluriannuel, qui devrait être amputé de l'importante contribution britannique et où la Belgique pourrait perdre tant en fonds de cohésion qu'en aides agricoles, est aussi un bon motif... pour ne pas faire tomber le gouvernement orange bleue : « Ce dossier va être aussi essentiel que le Brexit pour nos concitoyens, pour nos agriculteurs, pour nos ambitions climatiques, pour l'innovation. Et pour cela il est essentiel pour la Belgique qu'il y ait un gouvernement qui ait la capacité de défendre nos intérêts, plutôt qu'un gouvernement qui ferait de la figuration. » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Un bus anti-Brexit dans le quartier européen

Un bus jaune arborant le slogan « Bollocks to Brexit, it's not a done deal » (le Brexit est une foutaise, ce n'est pas encore fait) a sillonné ce jeudi le quartier européen, peu avant le Sommet. Cette campagne, mise sur pied par des opposants au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, est déjà bien connue outre-Manche. Le véhicule y circule en effet souvent dans

les environs du Parlement de Westminster et du 10 Downing Street – le bâtiment du Premier ministre –, mais aussi dans les circonscriptions électorales de certains hommes politiques d'envergure, tels que l'ancien ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, ou le leader du parti travailliste, Jeremy Corbyn. (b)

Macron n'oublie pas les gilets jaunes

« Aucun pays n'avance s'il n'entend pas cette part de colère légitime de son peuple », a déclaré ce jeudi à Bruxelles le président français Emmanuel Macron en revenant sur ses annonces pour tenter de mettre fin à la crise des gilets jaunes. « Je considère que cette réponse était à la fois légitime et importante pour la France, mais elle n'entrave en rien la volonté » de « maîtrise de nos dépenses » et le maintien du « cadre des réformes », a ajouté le chef de l'État avant le début du Sommet. Face aux autres dirigeants européens, « je dirai les choix que j'ai faits pour répondre à une colère que j'estime légitime et juste, des choix de véritables accompagnements, des mesures fortes d'accélération et de renforcement de baisses d'impôt en particulier, pour que le travail paie mieux dans notre pays » a-t-il encore ajouté. (afp)